

Unité départementale du Loiret
5 avenue Buffon
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS

76 rue d'Amsterdam
75009 Paris

Références : VAT20250516
Code AIOT : 0010001471

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS implanté 133 avenue Denis Papin BP 50102 45800 Saint-Jean-de-Braye. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS
- 133 avenue Denis Papin BP 50102 45800 Saint-Jean-de-Braye
- Code AIOT : 0010001471
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société DEPOT DE PETROLE D'ORLEANS exploite à Saint-Jean-de-Braye un site de stockage de carburants (essence et gazole) et d'additifs. L'alimentation du dépôt s'effectue par pipelines et le déchargement au moyen de poste de chargement des camions en source et en dôme.

Le site dispose d'un PPRT approuvé en date du 15/09/2017. Le site a mis en place des mesures supplémentaires encadrées par l'arrêté préfectoral du 09/07/2018 pour réduire ses zones d'effets hors site.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
18	Défense incendie / POI	AP Complémentaire du 13/01/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
2	Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
3	Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet
4	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
5	Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
7	Modalités de suivi des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	tuyauteries et capacités soumis au PMII		
8	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
9	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
10	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
11	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
12	SGS : organisation interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 1	Sans objet
13	SGS : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 1	Sans objet
14	SGS : organisation avec les entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 1	Sans objet
15	SGS : Surveillance des performances / évaluation du respect des objectifs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 6	Sans objet
16	SGS : Retour d'expérience interne (propre au site)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 6	Sans objet
17	SGS : Retour d'expérience externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : <u>Constats du 19/11/2025 :</u> L'établissement est un dépôt pétrolier stockant des hydrocarbures liquides. Le stockage en réservoirs aériens d'une capacité globale d'environ 100 000 m ³ de liquides inflammables est soumis à l'AM du 03/10/2010. L'exploitant connaît la double réglementation liée au vieillissement soumise aux arrêtés ministériels des 03/10/2010 et 04/10/2010. Le recensement des équipements soumis à PMII présents sur le site DPO tient compte de cette double réglementation. Le premier recensement PMII a été réalisé en 2011, par Bureau Veritas, qui a effectué un état zéro uniquement sur les réservoirs. La poursuite du recensement sur le reste des équipements a été réalisée par le référent PMII du groupe Raffinerie du Midi, en octobre 2012. Selon la nature des équipements, les méthodologies de recensement décrites par l'exploitant sont les suivantes : - <u>pour les réservoirs</u> : l'exploitant prend comme donnée d'entrée l'ensemble de ses réservoirs avec leurs caractéristiques, qu'il croise ensuite avec les mentions de danger des produits contenus. Il identifie ainsi les réservoirs qui sont soumis au PMII par l'arrêté ministériel du 03/10/2010 ou par l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

- pour les tuyauteries : l'exploitant identifie les phénomènes dangereux, issus de son étude de dangers, qui pourraient avoir pour cause la défaillance d'une tuyauterie. Quand c'est le cas et que ces tuyauteries ont un diamètre supérieur ou égal à 80 mm, celles-ci sont identifiées comme soumises à PMII. Sur le site de Saint Jean de Braye, 100 % des tuyauteries d'un diamètre supérieur ou égal à 80 mm transportant des hydrocarbures, de l'éthanol ou des additifs sont soumises à PMII. Aucun autre fluide concerné par les mentions de danger visées par l'AM du 04/10/2010 ne circule dans des tuyauteries d'un diamètre supérieur ou égal à 80 mm.
- pour les rétentions et massifs : tous les massifs et rétentions associés à des réservoirs soumis à PMII sont aussi soumis à PMII.
- Les Ponts de tuyauterie recensés PMII sont ceux du Poste de Chargement Camions « PCC » et de l'Unité de Récupération des Vapeurs « URV ».

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10

Prescription contrôlée :

1. 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection

Constats :

Constats du 19/11/2025 :

Par courriel du 17/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, la liste des réservoirs soumis à PMII sur le site DPO - Saint-Jean de Braye.

Ce recensement croise la liste des substances contenues et leurs mentions de danger associées avec les réservoirs et leur volume nominal de stockage. Ce recensement tient aussi compte des types de réservoirs, ce qui permet d'identifier, entre autre, les réservoirs enterrés présents sur site non soumis à PMII.

La liste des réservoirs soumis à PMII est cohérente avec la connaissance du site qu'a l'inspection des installations classées.

A la date du 19/11/2025, le nombre de réservoirs soumis à PMII, est de 11.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10
Prescription contrôlée : Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : <ul style="list-style-type: none">- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;- volume du réservoir ;- matériaux de construction, y compris des fondations ;- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;- dates, types d'inspection et résultats ;- réparations éventuelles et codes utilisés. Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Constats du 19/11/2025 :</u> L'exploitant précise qu'il dispose d'un état initial pour chacun de ses réservoirs soumis à PMII. Sur le réseau informatique du site, un répertoire PMII comprend un sous répertoire pour chaque équipement soumis à PMII. Chaque sous répertoire comprend 4 répertoires intitulés : <ol style="list-style-type: none">1- <u>État zéro</u>, qui permet d'avoir les caractéristiques de l'équipement de façon simplifiée.2- <u>Fiches techniques</u> : qui fournit la localisation et les caractéristiques plus détaillées, avec un historique des travaux et interventions jusqu'en 2021. Les autres informations de suivi sont accessibles via la GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) qui a été mise en place en 2021.3- <u>Plans et schémas</u> : qui regroupe les plans d'origine des équipements avec des plans plus récents au format "dmg".4- <u>Travaux de mise en conformité CND</u> : ce répertoire regroupe tous les rapports des différentes visites de contrôle. Par sondage, l'inspection des installations classées a examiné l'état initial des réservoirs suivants : <ul style="list-style-type: none">- <u>n°11 d'une capacité réelle de 18 020 m³, stockant du gazole</u> L'état initial comprend : <ul style="list-style-type: none">- les caractéristiques du réservoir, qui sont conformes à la prescription,- l'historique des interventions. <ul style="list-style-type: none">- <u>n°31 d'une capacité réelle de 6 568 m³, stockant de l'essence SP95</u>

<ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques du réservoir, qui sont conformes à la prescription, - l'historique des interventions. <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 19/11/2025 :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser.</p> <p>Pour chacun des réservoirs soumis à PMII, les inspections prévues sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaque année : une visite de routine, réalisée en interne ; - tous les 5 ans : une visite Externe Détaillée (ED), réalisée par un bureau de contrôle externe ; - tous les 10 ans : une visite Hors Exploitation Détaillée (HED), qui vaut aussi visite Externe Détaillée (ED) l'année de sa réalisation, réalisée par un bureau de contrôle externe. <p>Pour chacun des réservoirs la périodicité des différentes inspections est bien définie dans le plan d'inspection transmis par l'exploitant, ainsi que dans la GMAO.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p> <p>29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 19/11/2025 :</u></p> <p>Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter l'ensemble des rapports pour les différents types de visite, du réservoir n°11.</p> <p><u>Le réservoir n°11 stocke du gazole et a une capacité réelle de 18 020 m³ :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la dernière visite de routine, réalisée en interne par un agent des services techniques de Raffinerie du Midi, date du 23/09/2025. La conclusion est : « Les désordres recensés sont intégrés au plan d'action. Pas d'évolution majeure constatée par rapport à la visite précédente. Ceux-ci ne remettent pas en cause l'exploitation du réservoir. La prochaine visite est à réaliser dans 1 an » L'avant dernière visite de routine date du 01/02/2024. Lors de la visite, l'exploitant indique que la dérive entre les 2 dernières visites est liée à la formation d'agents à la réalisation des visites de routine. La situation est aujourd'hui résolue. Pour chacun des désordres ne remettant pas en cause l'intégrité du réservoir, un bon de travail a été réalisé avec une date prévisionnelle des travaux disponible dans la GMAO, programmée en fonction des nécessités d'exploitation. - La dernière visite Externe Détaillée, visite quinquennale, a été réalisée par l'institut de soudure. Le rapport de visite du 21 au 23/06/2021, conclut qu'il n'y a pas de remise en cause de l'aptitude du réservoir pour les 5 ans à venir. La prochaine visite est prévue pour 2031. Les désordres sont identifiés dans la GMAO avec leurs niveaux de priorité et les dates de

préconisation des travaux, prévus lors des prochains arrêts soit en 2026 ou en 2031. Les défauts sont acceptables et ne remettent pas en cause l'exploitation.

- La dernière visite Hors Exploitation Détaillée (Visite décennale) a été réalisée du 01 au 05/02/2016 par l'institut de soudure. Les désordres relevés sont acceptables et ne remettent pas en cause l'exploitation du réservoir.

Lors de l'inspection terrain, l'inspection visuelle rapide du réservoir n°11 n'a relevé aucun désordre, uniquement des traces noires de moisissures sur la robe.

Absence d'écart constaté. L'exploitant veillera à assurer une périodicité annuelle stricte sur les prochaines visites de routine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et

- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Constats du 19/11/2025 :

L'exploitant a identifié les tuyauteries soumises à PMII. Le recensement a été transmis par courriel en date du 17/11/2025.

La méthodologie utilisée par l'exploitant consiste à identifier les phénomènes dangereux, issus de l'étude de dangers, qui pourraient avoir pour cause la défaillance d'une tuyauterie. Quand c'est le cas et que ces tuyauteries ont un diamètre supérieur ou égal à 80 mm, elles sont identifiées comme soumises à PMII.

Sur le site de Saint Jean de Braye, 100 % des tuyauteries d'un diamètre supérieur ou égal à 80 mm transportant des hydrocarbures, de l'éthanol ou des additifs sont soumises à PMII.

Aucun autre fluide concerné par les mentions de danger visées par l'AM du 04/10/2010 ne circule dans des tuyauteries d'un diamètre supérieur ou égal à 80 mm.

8 tuyauteries sont identifiées comme soumises à PMII + les 2 tuyauteries des ponts de tuyauterie PCC et URV.

Le tableau de recensement est à mettre à jour car il ne comprend pas les deux tuyauteries des ponts de tuyauterie du PCC et de l'URV. Cependant, ces dernières sont bien intégrées dans le rapport de surveillance réalisé par le bureau de contrôle IMRAT Engineering, datant de 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai d'un mois, le recensement mis à jour des tuyauteries soumises à PMII.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la

tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. (...)
<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 19/11/2025 :</u></p> <p>Pour chacune de tuyauterie soumise à PMII, l'exploitant a réalisé un état initial qui est conforme aux prescriptions. Comme pour les réservoirs, l'état initial est disponible sur le réseau informatique, comme pour tous les équipements soumis à PMII.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 19/11/2025 :</u></p> <p>L'exploitant a défini les modalités de contrôle de ses tuyauteries soumises à suivi PMII, en application du guide DT96. La périodicité de contrôle est quinquennale.</p> <p>- les dates des dernières inspections sont : mai 2013 (réalisées en interne par le référent PMII), 2018 (réalisées en interne par le référent PMII) et 2024 (réalisées par la société IMRAT Engineering du 29 mai au 18 juin 2024). Le rapport réalisé par IMRAT Engineering consiste en une analyse détaillée de l'ensemble des canalisations soumises à PMII. La conclusion est « Aucun défaut majeur remettant en cause l'exploitation des tuyauteries aériennes n'a été constaté ».</p> <p>- L'échéance pour les prochaines inspections est fixée en 2029 dans la GMAO.</p>

Dans le cadre de procédures internes, non imposées par la réglementation, il existe aussi des inspections réalisées en interne avec une périodicité de 1 an comprenant un contrôle visuel et une vérification d'absence de fuite.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

Constats du 19/11/2025

Par courriel du 17/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la liste des équipements soumis à PMII.

Dans ce recensement, figurent les ouvrages visés par l'art. 6 de l'AM du 04/10/2010. Sont identifiés :

- les 11 massifs des réservoirs soumis à PMII,
- les 3 cuvettes de rétention contenant les réservoirs soumis à PMII, ainsi que les doubles enveloppes des réservoirs 31 et 33 ;
- les 2 structures supportant les tuyauteries inter-unités PCC et URV.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. (...)
Constats : <u>Constat du 19/11/2025 :</u> L'exploitant confirme qu'il existe comme pour les autres équipements un état initial pour chacun des équipements de génie civil sur le réseau informatique ainsi que sous la GMAO. Par sondage, l'inspection a demandé que lui soit présenté l'état initial et le suivi pour : - Le massif du réservoir n°11 : - l'état initial du massif du réservoir 11 est existant, il comprend les caractéristiques du massif et les plans. Les photographies sont accessibles via la GMAO ; - les dernières visites de contrôle annuelles ont été réalisées en même temps que les visites de routine des réservoirs, soit en 2024 et 2025. Les conclusions ne remettent pas en cause la poursuite de l'exploitation. - La cuvette de rétention 1 : - l'état initial de la cuvette 1, ainsi que le suivi des interventions sont conformes aux prescriptions. L'état initial comprend les caractéristiques de la rétention avec ses plans. Le suivi des travaux réalisés sur la cuvette n°1 est accessible, dont les travaux lourds de réfection de 2006 - 2007 qui ont consisté à recalibrer les merlons en terre afin de les recouvrir d'une surface plus étanche en béton. L'étanchéité du fond de la cuvette a aussi été améliorée grâce à la pose d'une membrane, lors de ces mêmes travaux. La dernière visite de contrôle annuelle a été réalisée le 22/09/2025 en interne. Absence d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de

l'ouvrage.
Constats : <u>Constat du 19/11/2025 :</u> <p>L'exploitant a défini les modalités de contrôle de ses ouvrages de Génie Civil soumis à suivi PMII. Il applique le guide DT92 pour les massifs et cuvettes de rétention.</p> <p>Les périodicités de visite retenues pour les massifs et rétentions sont annuelles, conformément au DT 92. Les visites de contrôle sont réalisées en interne.</p> <p>Pour respecter ces périodicités, l'exploitant utilise sa GMAO, les dates des prochaines visites y sont renseignées.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : SGS : organisation interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 1
Thème(s) : Autre, Organisation interne
Prescription contrôlée : <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. [...]</p>
Constats : <u>Constats du 19/11/2025 :</u> <p>Par courriel du 17/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les engagements de la Direction relatifs à la sécurité et la sûreté, l'hygiène, l'environnement et la qualité, - sa Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM). <p>Ces deux documents, datant du 01/06/2025, ont été cosignés par le Directeur de DPO, le Chef d'établissement de DPO et le Président de DPO.</p> <p>L'inspection a constaté qu'ils sont affichés dans le hall de l'établissement, à proximité de la salle de réunion et de la machine à café, visibles de tous.</p> <p>La Politique de Prévention des Accidents Majeurs est portée par la direction (le Directeur, le chef d'établissement et son adjoint). L'organigramme fonctionnel a été présenté à l'inspection.</p>

Les 14 agents des sites de Saint Jean de Braye et Semoy (les agents travaillent sur les 2 sites) sont impliqués dans le Système de Gestion de la Sécurité. Chacun en fonction de son poste a des missions relatives à la sécurité et chaque opérateur a des objectifs individuels.

Une astreinte permanente, 7j/7 et 24h/24, est mise en place. Elle est constituée de 5 agents en capacité d'être présent sur site en moins d'une 1/2 heure. Un parcours de formation spécifique est dédié au personnel d'astreinte : Formation POI, gestion des sinistres,....

Chaque agent dispose d'une fiche de fonction qui décrit ses missions. Toutes ont la même structure, le chapitre 3.1 décrit les missions relatives aux domaines de la sécurité, de la qualité et de la protection de l'environnement.

Par sondage, l'inspection a demandé à voir la fiche de poste des opérateurs polyvalents d'exploitation et a constaté que les missions concernant la prévention des accidents et la sécurité sont bien décrites.

Dans cette organisation, l'exploitant précise qu'un dialogue permanent est institué. Chaque agent doit faire remonter à sa hiérarchie tout constat, toutes anomalies et ce dans une logique d'amélioration continue. De plus, il est invité à être force de proposition, s'il pense qu'une action peut participer à l'amélioration de la sécurité.

Tous les matins à 8h, les agents présents sont réunis afin de faire un point sur ce qui est prévu dans la journée : les missions particulières, la sécurité du site, un point d'exploitation,... Dans le hall, à la vue de tous, sont notés quotidiennement, sur un tableau blanc, les interventions extérieures prévues sur le site avec la nature de l'intervention, l'intervenant et le secteur d'intervention. Chaque intervention est encadrée par un agent DPO.

Tous les trimestres, une réunion avec l'ensemble des agents est organisée pour reprendre l'ensemble des items et indicateurs de suivi relatifs à la sécurité et à l'exploitation du site.

Le chef de dépôt pense que les moyens disponibles sont en adéquation avec les objectifs de la PPAM, que ce soit en terme d'effectif que budgétairement. Le budget de fonctionnement permet de supporter toutes les opérations de suivi, de maintenances courantes, les petites réparations,...., pour les opérations plus lourdes, elles sont prises sur le budget d'investissement (exemple : visite décennale dans le cadre du PMII,...)

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : SGS : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 1

Thème(s) : Autre, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées. [...]

Constats :

Constats du 19/11/2025 :

Par courriel du 17/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :

- la procédure de gestion de la formation professionnelle (P.K02.01),
- le plan de formation 2024 avec les orientations 2025. Ce plan a été présenté au CSE (Comité Social et Economique) d'octobre 2024. Il identifie les formations obligatoires pour les nouveaux embauchés, les formations nécessitant des recyclages avec leurs périodicités,...
- Le parcours de formation personnel des dépôts : ce parcours comprend un catalogue de formations qui se décompose en 4 parcours :

1. le parcours initial sur 3 ans qui comprend des formations obligatoires à tous les agents des dépôts et plus particulièrement les nouveaux embauchés et les opérateurs. Certaines formations sont cependant spécifiques à certains postes : les CACES par exemple. Une douzaine de formations sont prévues dans ce parcours.
2. le parcours sécurité comprend 4 formations accessibles en fonction des profils des agents (Plan de prévention, Sécurité dans les travaux, Vérificateur chantier, ATEX n°2). Ce parcours est plus spécifique pour les travaux et l'assistant technique.
3. le parcours astreinte, sur plusieurs années, avec priorité sur la formation POI2, pour les personnes d'astreinte sécurité. Si des opérateurs ont envie d'évoluer et monter en responsabilité, ils peuvent commencer à suivre ces formations.
4. le recyclage avec des fréquences définies pour chacune des formations. 8 formations nécessitent des recyclage, par exemple : l'habilitation électrique avec une validité de 3 ans, les formations ATEX,...

L'exploitant précise qu'un tutorat interne est mis en place pour les nouveaux embauchés. Les nouveaux embauchés sont soumis à un processus de validation interne par le tuteur et les autres opérateurs chevronnés. Les compétences acquises sont validées par le tuteur et le chef d'établissement attestant la connaissance métier et des procédures associées.

Ce plan de formation est élaboré par le service formation du groupe Raffinerie du Midi auquel appartient le dépôt.

En cas de nécessité, l'opérateur peut être amené à suivre à nouveau la formation.

En 2024, 36 formations sécurité ont été réalisées pour un effectif de 12 personnes :

- SD2 - Intervention sur feux réels => suivie par 3 agents

- POI 2 - Plan d'Opération Interne Niveau 2 => suivie par 1 agent
- POI 3 - Plan d'Opération Interne Niveau 3 => suivie par 1 agent
- RIF - Recyclage intervention sur feux réels => suivie par 4 agents
- GS - Gestion de sinistre => suivie par 2 agents
- PAU - Premières Actions d'Urgence => suivie par 1 agent
- SST - Sauveteur Secouriste du Travail (et recyclage) => suivie par 6 agents
- PRAP - Geste et posture => suivie par 3 agents
- Communication de crise => suivie par 1 agent
- Habilitation électrique et recyclage => suivie par 4 agents
- Vérificateur de chantier => suivie par 2 agents
- PdP - Plan de Prévention => suivie par 1 agent
- ADR - Transports de marchandises dangereuses => suivie par 2 agents
- ATEX => suivie par 5 agents

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : SGS : organisation avec les entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 1

Thème(s) : Autre, Organisation avec les entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

[...] Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

Constats :

Constats du 19/11/2025 :

Le personnel extérieur à l'établissement susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est constitué des agents de sécurité. Ils sont formés sur site avec un accueil sécurité par les agents du dépôt. Pendant 4 jours, ils sont en doublon avec un agent expérimenté afin que les équipements leur soient présentés et pour apprendre les procédures.

Concernant les intervenants extérieurs, ils sont encadrés via le plan de prévention qui comprend une analyse des risques, les mesures de prévention à mettre en place à la fois par DPO et les intervenants, les modes opératoires et les équipements spécifiques nécessaires.

Pour chaque intervenant, un accueil sécurité est réalisé et certaines formations préalables sont exigées. Une visite de sécurité est systématiquement réalisée par un agent DPO qui vérifie la bonne mise en place des équipements de sécurité et des mesures de prévention.

Absence d'écart constaté

N° 15 : SGS : Surveillance des performances / évaluation du respect des objectifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 6

Thème(s) : Autre, Évaluation permanente du respect des objectifs définis dans le SGS

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Constats :

Constats du 19/11/2025 :

Ce point de contrôle a été vérifié sous l'angle des indicateurs liés à la gestion et au traitement des événements. Les autres indicateurs de performance non pas fait l'objet d'une vérification approfondie.

Afin d'avoir une évaluation permanente du respect des objectifs et des procédures fixés dans le cadre de sa PPAM et de son SGS, DPO a mis en place une procédure de traitement des événements Hygiène - Sécurité - Environnement - Qualité (P.J04.01).

Tout événement relatif à la sécurité doit faire l'objet d'une déclaration dans l'outil de suivi Themis selon la matrice de gravité HSE associée. Ainsi, la traçabilité du traitement des événements est réalisée via cet outil de suivi.

Cette matrice de gravité HSE comprend 5 niveaux de conséquences

1- Faible

2- Modérée

3- Sérieuse

4- Grave

5- Catastrophique

Afin de qualifier l'événement, à chacun de ces niveaux sont associés 3 types de causes : Humaine, Environnementale et Matériel/Incendie, avec pour chaque niveau des seuils et des exemples illustrants, facilitant ainsi la qualification de l'événement par l'opérateur.

Toujours pour chaque niveau de gravité, sont associées les actions de communication à mettre en œuvre pour la communication interne et la communication externe.

Chaque agent doit signaler tout événement Hygiène - Sécurité - Environnement sans tarder au supérieur hiérarchique qui prendra les dispositions nécessaires.

Le chef du dépôt ou son adjoint en son absence doit faire remonter l'information au siège et selon les cas aux autorités puis le cas échéant faire les démarches administratives.

En cas d'évènement, DPO est responsable de sa déclaration et du bon traitement du dossier dans l'outil de déclaration et de suivi Themis. Pour se faire, il peut être assisté de la Direction HSE et/ou de la Direction des Opération du groupe Raffinerie du Midi (RM).

Pendant l'évènement, le responsable du site doit procéder au renseignement des investigations, des analyses des causes et des actions menées ou à mener. Ce renseignement doit se faire jusqu'à la clôture de l'évènement, en lien avec la direction HSE du groupe RM.

Pour tout évènement HSE de gravité réelle ≥ 2 ou de gravité potentielle ≥ 3 , un recueil des faits et une analyse des causes approfondies sous forme par exemple d'arbre des causes seront élaborés par la Direction HSE en concertation avec DPO et toutes les parties intéressées.

Certains événements spécifiques peuvent ne pas faire l'objet d'analyse des causes approfondies systématique, si acté par le comité RM (par exemple les événements de sondes touchées au PCC font l'objet d'une analyse statistique par site et globale en s'attachant à faire des bilans en COPIL / comité RM sur les causes associées à ces événements et l'impact des mesures organisationnelles ou techniques en matière de réduction du risque).

Un point sur les événements HSE et les situations à risques ainsi que le suivi des actions est notamment fait par la Direction HSE lors des COPILs, instance au cours de laquelle tous les acteurs décisionnaires sont présents.

Le traitement d'un événement HSE se déroule selon la chronologie suivante :

- « **Protection** » (ou actions immédiates) (pour les hommes, l'environnement, les clients, les process, les installations),
- « **Prétraitement** » : détermination de la gravité,
- « **Alerte** » de la hiérarchie et des éventuels secours (déclenchement POI, utilisation de VIAPPEL, ...) selon la gravité,
- **Communication / information en interne et externe** selon nature et gravité de l'évènement.

La clôture d'un dossier événement THEMIS doit être systématiquement accompagné d'un commentaire faisant le bilan des actions menées et justifiant sa clôture (retour efficacité des actions, non renouvellement de l'évènement, ...)

Absence d'écart constaté.

L'inspection des installations classées rappelle toutefois que tout événement (y compris les incidents jugés par l'exploitant comme ayant de "faibles" conséquences) doit être déclaré à la DREAL. Les déclarations d'incident et d'accident au BARPI sont à présent dématérialisées et s'effectue en ligne sur le site suivant : : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : SGS : Retour d'expérience interne (propre au site)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 6

Thème(s) : Autre, REX interne (propre au site)

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Constats :

Constats du 19/11/2025 :

La rédaction d'un retour d'expérience (RETEX) suite à un événement HSE est décidée soit lors du comité mensuel de RM soit lors du COPIL du dépôt.

Pour les événements HSE pour lesquels il est décidé de l'élaboration d'un retour d'expérience, ce dernier sera élaboré par la Direction HSE du groupe RM, en concertation avec DPO et toutes les parties intéressées.

Les retours d'expérience sont diffusés vers les différents dépôts du groupe Raffinerie du Midi (RM) voire vers d'autres parties intéressées internes ou externes pour prise en compte et le cas échéant mise en place d'actions préventives.

Les éventuelles analyses des causes approfondies et retours d'expérience rattachés à un événement sont ajoutés en pièces jointes dans l'événement concerné au sein de THEMIS.

Les retours d'expérience sont mis à l'affichage des parties intéressées dans chaque établissement. L'inspection a pu vérifier que chez DPO Saint Jean de Braye, les retours d'expérience sont affichés dans le Hall à proximité de la machine à café et du poste de supervision, accessibles à tous les agents.

Ils sont tous construits sur la même trame :

- Description de l'évènement
- Conséquences
- Analyses des causes
- Actions suite à l'évènement
- Enseignements et actions écosystémiques RM

A chaque nouveau retour d'expérience, une « causerie sécurité spécifique » avec le personnel est

organisée et le responsable du dépôt présente ce RETEX à tous. A l'issue de la présentation, chaque agent signe un document pour bonne prise de connaissance de l'évènement et de son retour d'expérience.

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : SGS : Retour d'expérience externe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 6

Thème(s) : Autre, REX externe

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Constats :

Constats du 19/11/2025 :

Les retours d'expérience issus d'évènements s'étant produits sur un autre site du groupe sont diffusés à tous les dépôts, ces RETEX sont rédigés et validés par la direction HSE du groupe, le dépôt concerné et éventuellement les entreprises extérieures.

Ils sont aussi présentés et traités via une « causerie sécurité », avec une présentation donnant les avantages / inconvénients des actions mises en place. S'en suit une discussion avec les agents.

Les retours d'expérience issus d'évènements d'autres groupes pétroliers en France ou à l'international, sont partagés par le GESIP (Groupe d'Experts sécurité industrielle et formation incendie), l'UFIP (Union Française des Industries Pétrolières) ou le BEA-RI (Bureau d'Enquêtes et d'Analyses sur les Risques Industriels), ainsi la direction HSE du groupe Raffinerie du Midi vérifie s'il y a un équipement identique sur les dépôts du groupe. Si tel est le cas, le service HSE fait l'analyse et le RETEX est traité de la même façon que les autres.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Principe de fonctionnement de la défense incendie
Prescription contrôlée : (.../...) Les sociétés SA BMCE et Dépôts de Pétrole d'Orléans (DPO) sont tenues de mettre en œuvre les mesures alternatives à la mesure foncière suivantes : (.../...) Article 1.3 : Construction d'un rideau d'eau Dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, un rideau d'eau est implanté au niveau de la clôture de séparation entre DPO et Point P. Il est raccordé aux installations de défense contre l'incendie de la société DPO. Son installation et sa maintenance sont assurées par la société DPO, qui l'intègre à sa stratégie de défense contre l'incendie et s'assure de la suffisance de ses moyens. Le rideau d'eau assure la protection contre les effets thermiques du site BMCE (Point P) sur l'ensemble du linéaire séparant BMCE et DPO. Le rideau d'eau est approprié aux risques et conforme aux normes en vigueur. (.../...)
Constats : <u>Constats du 19/11/2025 :</u> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a demandé un test opérationnel du rideau d'eau mis en place sur la limite nord de la cuvette n°1, le long de la séparation entre DPO et BMCE (Point P). Ce rideau d'eau a été prescrit dans le cadre de la mise en place de mesures alternatives au délaissement issues du Plan de Prévention des Risques Technologiques de DPO Saint-Jean de Braye. Le rideau d'eau n'est pas fonctionnel sur la totalité de son linéaire. Une jonction d'environ 1m, entre les deux sections est manquante. La société GRIMALDI devrait poser cette jonction absente très prochainement. Le rideau d'eau a été mis en eau. L'inspection des installations classées a pu constater que le tronçon linéaire le plus important qui se situe en parallèle à la clôture entre DPO et BMCE (Point P) est fonctionnel et génère bien le brouillard d'eau permettant de protéger contre d'éventuels effets thermiques, le site BMCE (Point P). Le tronçon non encore raccordé, est un petit tronçon, qui suit le contour de la cuvette, mais qui n'est pas parallèle à Point P, il permet de limiter les retours de chaleur. Le rideau d'eau assurant la protection contre les effets thermiques du site BMCE (Point P) sur l'ensemble du linéaire séparant BMCE et DPO, n'est pas totalement fonctionnel. Le délai de 10 mois prescrit par l'arrêté du 13/01/2025 n'est pas respecté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise les travaux de mise en place du rideau d'eau entre son site et BMCE (Point P).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois